

LES COMPLICES DU GRAND VIZIR

LEUR AMI DRISS BASRI

Mieux vaut quarante ans trop tard que jamais : le juge d'instruction en charge de l'affaire Ben Barka a créé un petit coup d'éclat, le 1er juin, en perquisitionnant au domicile de Driss Basri, l'ancien tout-puissant ministre de l'Intérieur de Hassan II. Le grand vizir n'était certes pas encore en poste en 1965 lors de l'enlèvement à Paris de l'opposant marocain, mais c'est le meilleur spécialiste des basses œuvres de la monarchie marocaine. Entré à la police comme indic, propulsé dans les années 70 à la tête la redoutable DST puis du ministère de l'Intérieur, Basri a supervisé depuis lors tous les sales coups du régime, que ce soit la répression des grèves et des émeutes (un millier de morts en 1981, plusieurs centaines en 1984) ou celle des opposants (tortures, disparitions et arrestations arbitraires durant toutes les années 70, 80 et 90). Peu de dirigeants au monde peuvent se targuer d'avoir exercé aussi longtemps un tel pouvoir d'inféodation, de flicage et de renseignement. Limogé en 1999 par le tout nouveau roi Mohamed VI, qui se méfiait de cette tutelle encombrante, le super-flic coule à présent des jours heureux dans son exil doré du XVI^e arrondissement de Paris. On comprend son agacement devant l'audace du juge. Ben Barka ? « *Je ne connais pas l'affaire* », a-t-il lâché le 22 mai après son audition. Les vieux despotes au repos ont parfois de ces traits d'humour. Mais ils ont surtout de solides courtisans. Basri peut compter sur la loyauté sans faille de ses affidés, en particulier dans les médias. Ses ennuis avec la justice coïncident ainsi avec la sortie en France d'un ouvrage qui le cajole effrontément(1). Écrit par le journaliste du Monde Jean-Pierre Tuquoi, « *grand spécialiste du Maroc* » et grand amateur des amitiés qui vont avec, ce livre prétend creuser l'histoire des relations franco-marocaines tout en éludant le rôle central joué par Basri, sinon pour lui tresser des fleurs. Il est vrai que l'ex-ministre est sa principale source d'information.

Petit rappel : dans les années 1980, en proie à une violente crise financière, *Le Monde* reçoit un coup de main d'Hassan II qui, à coups d'encarts publicitaires glorifiant son régime, va aider à redresser les comptes du quotidien. Entre le souverain et certains journalistes du *Monde*, c'est le début d'une riche complicité. Jean-Pierre Tuquoi dédie d'ailleurs son ouvrage à la mémoire de son prédécesseur à la rubrique Maghreb, Jacques de Barrin, décédé. Or ce dernier était un ami notoire de Driss Basri, qui lui réserva l'exclusivité de son bon cœur après la répression des émeutes de Fès en 1991 (101 morts) : « *Le deuil est grand mais le mort est une souris.* » (*Le Monde*, 18/12/91). De Barrin faisait ouvertement la promo du Palais et refusait dédaigneusement les mises au point dont le bombardait le Comité d'action pour la libération des prisonniers d'opinion au Maroc (CALPOM). Son propre prédécesseur à la rubrique Maghreb de 1985 à 1990, Jean de la Guérvivière, était connu lui aussi pour ses royales sympathies. C'est dire si Tuquoi s'inscrit dans une longue tradition. Très inspiré par Basri, que Tuquoi cite abondamment, l'ouvrage est truffé de fausses révélations, d'anecdotes et de banalités. Aucune analyse sérieuse des frasques franco-marocaines, pas un mot sur le rôle considérable des médias français - *Le Monde* en tête - dans la promotion du régime, silence aussi sur le soutien implicite apporté par la France mitterrandienne à l'insensée demande marocaine d'adhésion à la CEE. Les années Mitterrand-Hassan II et leur cortège fleuri de roses (des milliers de morts et de torturés sous les yeux du président socialiste français) sont à peine survolées. Chirac-Mohamed VI ? Leurs relations personnelles seraient trop voyantes, nous apprend Tuquoi. Et puis il y a les ragots : Mohamed VI est fâché contre sa sœur qui se promène dans Paris vêtue d'un jean moulant... Du grand scoop ! Ce modèle de journalisme d'investigation excelle aussi dans l'art de doser les infos. Exemple : comme l'homme fort en exil a des soucis avec l'entourage du jeune roi, il est bien normal qu'il se soit assuré les services de sept avocats parisiens, révèle l'auteur, qui évite cependant de préciser leur identité. Normal, puisque parmi les avocats de Basri figure Me Yves Baudelot, qui est aussi l'avocat du... *Monde*.

Indigné par les persécutions infligées à l'ex-indic - le cruel Mohamed VI a même fait couper l'eau de sa datcha marocaine, cadeau de Hassan II ! -, Tuquoi appelle à sa rescousse un article du Canard enchaîné, lui aussi compatissant, mais en oubliant de signaler que son auteur est Nicolas Beau, un autre bon ami de Basri. En 1999, Beau et Tuquoi avaient cosigné un ouvrage sur la Tunisie (*Notre ami Ben Ali*) qui déjà flattait le Fouché de Rabat : « *Contrairement au Maroc, la Tunisie est incapable de récupérer ou même de neutraliser l'opposition en exil. Ainsi au Maroc le ministre de l'Intérieur de Hassan II puis de Mohammed VI, Driss Basri, brillant licencié en droit, tranche sur la brutalité de ses deux prédécesseurs, Mohammed Oufkir et Ahmed Dlimi : l'homme fort du régime jusqu'à ce jour aime à s'entourer de chercheurs et d'intellectuels et a su attacher à la monarchie chérifienne des opposants considérés comme irréductibles.* » Pour un peu, l'homme qui a maté dans le sang toutes les révoltes au Maroc sur vingt-cinq ans mériterait le Nobel de la paix, au motif qu'il s'entoure d'« intellectuels » de l'envergure de Tuquoi... Lequel ne craint pas la contradiction quand, en 1999 toujours, il fait

l'éloge d'une biographie réhabilitant le général Oufkir tricotée par Stephen Smith, un grossiste de l'intox françafricaine. Aujourd'hui, Tuquoi nous rassure : Driss Basri, « *que l'on disait à l'article de la mort, [...] se porte comme un charme. L'homme est au mieux de sa forme, prêt à en découdre avec un roi coupable de l'avoir évincé et, surtout, de dilapider l'héritage politique laissé par Hassan II.* » Suivez mon regard... C'est que, pour certains cercles politiques franco-marocains autour desquels gravitent nos fins experts, l'ancien ministre de l'Intérieur reste le meilleur recours en cas d'accident dynastique brutal. Par exemple, si le maladroit Mohamed VI voulait bien céder la place à son frère Moulay Rachid, dont le parrain politique n'est autre que... Driss Basri. Le retour du bon vieux temps, n'est-ce pas ?

Mohamed Souhaili, réfugié politique marocain, est notamment l'auteur de Le Roi et la Rose - Hassan II et Mitterrand (L'Harmattan, Paris, 1992). Il est aussi l'ancien animateur du Comité d'action pour la libération des prisonniers d'opinion au Maroc (CALPOM).

Publié dans *CQFD* n°35, juin 2006.

(1) *Majesté, je dois beaucoup à votre père - France/Maroc, une affaire de famille* (Albin Michel).